

Unité interdépartementale Vaucluse Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Avignon, le 15/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAFARGEHOLCIM GRANULATS

Carrière de la Madeleine

RD 61234 750 Villeneuve-lès-Maguelone

Références :D-00197-2024/LRAR N°1A 200 983 4559 3

Code AIOT : 0 006 401 247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2024 dans l'établissement LAFARGEHOLCIM GRANULATS implanté Quartier Monbuisson Route de Roquemaure 84 100 Orange. L'inspection a été annoncée le 07/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'Inspection des Installations classées. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions liées à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGEHOLCIM GRANULATS
- Quartier Monbuisson Route de Roquemaure 84 100 Orange
- Code AIOT : 0 006 401 247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LafargeHolcim Granulats SAS exploite une carrière aux lieux-dits « Lampoudier, Maubuisson Est, Maubuisson Ouest, Les Sept Combes et Auriac Est », sur la commune d'Orange. Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature des ICPE. Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral n°2011248-0007 du 5 septembre 2011.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives »: les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète »: dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Origine de l'eau et prélèvement Volume d'eau prélevé	Arrêté Préfectoral du 05/09/2011, article 10.4	Demande d'action corrective	À réception du présent rapport

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Sans objet
3	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet
4	Mise en œuvre du PSH	Autre du 20/03/2023, article communication DREAL	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a permis de rappeler les enjeux relatifs à la thématique de l'eau. Par ailleurs, l'inspecteur de l'environnement a constaté le non-respect de l'article 10.4, concernant le suivi des consommations d'eau. Ce constat conduit l'inspection des installations classées à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection des installations classées à proposer à monsieur le Préfet de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine de l'eau et prélèvement-Volume d'eau prélevée

Présence de compteurs Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2011, article 10.4
Thème-s : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée: L'utilisation d'eaux pour des usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet des emplois domestiques, doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie (par exemple lorsque température et les qualités de ces eaux le permettent : recyclage, 'etc.). La quantité maximale journalière d'eau prélevée dans le milieu naturel sera limitée à 100 M3 et ce pour un débit instantané maximal de 20 m3/h ; cette limitation ne s'applique pas auprès eau incendie. Les points et conditions de prélèvement des eaux dans le milieu naturel sont précisés dans la demande, l'installation de prélèvement d'eau sera munie d'un dispositif de mesure totaliseur agréé. Le relevé sera fait hebdomadairement et les résultats seront inscrits sur un registre. Annuellement, l'exploitant fera part à l'inspecteur des installations classées et au service en charge de la police du milieu du lieu de prélèvement, de ses consommations d'eau. Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement devra être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées, ainsi que les projets- concernant la réduction des consommations d'eau pour les principales fabrications ou groupes de fabrication.
Constats : La visite d'inspection du 15 février 2024 a permis de constater que le site est approvisionné par deux forages. La masse d'eau concernée est FRDG533 « Marno-calcaires et grès Collines Côte du Rhône rive gauche et de la bordure du bassin du Comtat ». 1) forage dit « Maubusson » au droit du site coordonnées Lambert 93 : X : 843 067 – Y : 6 332 291 débit maximal du dispositif de pompage : 6 m3/H 2) forage dit « Lampourdier » carrière Delorme coordonnées Lambert 93 : X : 843 061 – Y : 6 333 601 débit maximal du dispositif de pompage : 6 m3/H La fréquence des relevés est mensuelle, les forages sont équipés de compteurs à impulsion. Le registre des consommations d'eau est reporté dans un fichier de type « excel », les compteurs sont relevés manuellement. Le forage « Maubusson » alimente : les bureaux, sanitaires (avec traitement UV), l'abattage des poussières ainsi que la mare à batraciens.

<p>Le forage « Lampourdier » alimente la partie de traitement primaire des matériaux et l'abattage des poussières au niveau des pistes de circulation.</p> <p>Pour 2024, l'exploitant prévoit la mise en place de sous compteur pour chaque usage pour un montant de 4000 euros.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant, à réception du présent rapport d'inspection, doit effectuer un relevé hebdomadaire des prélèvements d'eau. Il effectuera également cette correction sur le PSH (version du 26/02/2024) . Il transmettra à Monsieur Le Préfet le PSH corrigé sous 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : à réception du présent rapport d'inspection</p>

N° 2 : Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I</p>
<p>Thème-s : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> – établissements ICPE à A ou E, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ; – pisciculture d'une capacité de production supérieure à 1 000 tonnes par an ; – STEPS urbains d'une capacité nominale supérieure à 6 000 kg/j de DBO5 (100 000 équivalents habitants) ; – site d'extraction relevant du code minier. <p>Prélèvements :</p> <p>L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] Les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an.</p> <p>Volumes d'eaux rejetés :</p> <p>L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] Les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;</p> <p>Constats :</p> <p>La visite d'inspection du 15/02/2024 a permis de constater que l'exploitant effectue les déclarations des consommations d'eau sur l'application GEREP.</p> <p>Pour le forage Maubuisson :</p> <p>Pour 2021 le volume annuel consommé est de : 13 913 m³/an</p> <p>Pour 2022 le volume annuel consommé est de : 15 753 m³/an</p>

<p>Pour 2023 le volume annuel consommé est de : 11 595 m3/an</p> <p>Pour le forage Lampourdier (Delorme) :</p> <p>Pour 2021 le volume annuel consommé est de : 4 703 m3/an</p> <p>Pour 2022 le volume annuel consommé est de : 5 583 m3/an</p> <p>Pour 2023 le volume annuel consommé est de : 3 484 m3/an</p> <p>L'exploitant n'est pas soumis à l'obligation de déclaration des volumes rejetés, telle que définie par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV</p>
<p>Thème-s : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour : ICPE à A ou à E dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes</p> <p>Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite d'inspection du 15/02/2024 a permis de constater que l'exploitant n'a pas été confronté à un niveau de gravité d'alerte renforcée ou de crise en 2023.</p> <p>Sur le PSH présenté en séance et communiqué à la DREAL le 27/02/2024, l'exploitant a été confronté à un niveau de vigilance au titre de l'année 2023. Les actions retenues sont traduites notamment par des actions de sensibilisation aux règles de bon usage d'économie d'eau. Des fiches de bonnes pratiques relatives à la bonne gestion des eaux en période de sécheresse sont présentes. Ces fiches déclinent les actions à mener suivant le niveau de gravité sécheresse et sont signées par les salariés du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Mise en œuvre du PSH

Référence réglementaire : Autre du 20/03/2023, article communication DREAL
Thème·s : Risques chroniques, PSH
Prescription contrôlée : Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024. Le cadrage régional pour l'étiage 2022 a été maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024. Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas : 1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors. 2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte. Vous trouverez en PJ de ce mail la trame du PSH établie par l'inspection des installations classées, également disponible sur le site internet de la DREAL PACA. Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt. L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH. Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.
Constats : La visite d'inspection du 15/02/2024 a permis de constater que l'exploitant a mis en place un Plan de Sobriété Hydrique (PSH).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'examen du PSH pourra faire l'objet d'une inspection dédiée.
Type de suites proposées : Sans suite